

36 000 communes

LE MENSUEL DES MAIRES RURAUX DE FRANCE

N° 429

OCTOBRE 2025

DOSSIER

Jeunesses rurales, l'avenir se joue aussi dans les villages

À LA UNE

« On fait campagne ! »

PAROLE À

Ils soutiennent le Congrès



Vous avez une question ?

contactez l'AMRF

04 37 43 39 80

amrf@amrf.fr

et retrouvez-nous sur

www.amrf.fr

amrf

@mairesrurauxamrf

f @mairesrurauxamrf

Des maires au service des maires

Edito

Carpe Diem

Notre congrès ouvre à nouveau, grand ses portes, à la jeunesse, lors d'une journée consacrée à deux enjeux essentiels : la participation et l'engagement dans la vie locale.

À l'heure où de nombreuses interrogations sur l'investissement des jeunes dans notre société alimentent le débat, il est utile de poser quelques constats.

Dire « les jeunes » ne veut rien dire : il y a autant de situations que de parcours individuels !

Il est souvent plus facile, pour les moins jeunes, de dénoncer le prétendu laxisme lié aux écrans et aux réseaux dits sociaux, et d'en tirer une opinion tranchée.

Certes, il y a une part de vérité, mais il y a surtout une incompréhension face à un mode de vie que beaucoup découvrent, souvent avec dépit.

À chaque époque de l'histoire humaine, les façons « d'être » ont évolué : ce ne sont que des transformations de comportements propres à la société du moment.

Si La Guerre des boutons peut nous faire sourire ou susciter une douce nostalgie, il ne faut pas oublier qu'elle illustrait aussi une violence inscrite dans la nature des mammifères que nous sommes, où la loi du plus fort reste un combat permanent.

Et lorsque surviennent des dysfonctionnements regrettables, ils traduisent souvent un mal-être profond et une grande solitude.

**Être jeune,
c'est l'ambition
permanente du
dépassement
de soi : utilisons
au mieux cette
énergie !**

Une évidence demeure : être jeune doit rester une ambition permanente de dépassement de soi, même en bravant l'interdit, souvent pour le plaisir ou pour affirmer sa personnalité. Utilisons donc au mieux cette énergie.

De même que l'atome a d'abord suscité la peur et le rejet, avant d'être reconnu aujourd'hui, lorsqu'il est maîtrisé, comme une énergie indispensable à la transition écologique et aux besoins croissants liés à l'électrification de nos usages quotidiens, l'énergie de la jeunesse est une ressource précieuse.

Si l'homme et la femme sont devenus les créatures les plus évoluées de cette terre, c'est en grande partie grâce à la turbulence perpétuelle de leur jeunesse !

Rassurez-vous, les jeunes : vous avez tout le temps de ne plus l'être.

Et je me retrouve pleinement dans cette histoire, car pour devenir sage, il faut d'abord avoir été rebelle.

MICHEL FOURNIER
Président de l'AMRF



4

BRÈVES

6

À LA UNE

« ON FAIT CAMPAGNE ! »

L'Association des Maires Ruraux de France, Bouge ton coQ!, Hameaux Légers et InSite s'associent pour créer une plateforme de solutions à destination des élus et des citoyens pour outiller les candidats et les futurs conseils municipaux. Une action inédite présentée à l'occasion du Congrès dans la Vienne.

9

DOSSIER

JEUNESSES RURALES : L'AVENIR SE JOUE AUSSI DANS LES VILLAGES

Derrière la réalité d'une jeunesse diverse et encore trop invisibilisée dans les politiques publiques, les Maires ruraux souhaitent donner aux jeunes la place qu'ils méritent dans les villages. Les pistes existent, et elles appellent l'engagement des élus.

15

ACTUALITÉS

Doléances / circulez, affaires non courantes !

Services publics / les temporalités rurales

Santé / l'AMRF soutient Octobre rose

Culture / les scènes de proximité se dévoilent

Solidarité / enquête sur l'action sociale des collectivités

Éducation / les universités d'été parlent d'université rurale

19

RÉSEAU

CANTAL // Retour vers le rural à Ruralitic

ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE // Soutien aux pompiers volontaires

BRETAGNE // Nadine Kersaudy, une femme engagée

FRANCE // ERRE informe les jeunes sur les violences

MAINE-ET-LOIRE // Haro sur la prime à la DGF des communes nouvelles

HAUTE-SAÔNE // Initiative locale d'éducation artistique et culturelle

22

PAROLE À

ILS SOUTIENNENT LE CONGRÈS

À l'occasion du Congrès de l'AMRF dans la Vienne (86), élus locaux et parlementaires du département témoignent de leur soutien aux maires et à la ruralité.



Quand l'IA s'emmêle

L'arrivée de l'automne permet de regarder dans les rétroviseurs les travaux des Universités d'été des partis ou des grandes organisations. Avec notamment une attention sur les travaux du Mouvement des entreprises (Medef) où défile tout le gratin politico-économique parisien.

On y a trouvé une recette : celle du « Front économique » établie par l'organisation patronale où figurent de nombreuses propositions liées aux enjeux des entre-

prises. Jusque-là rien d'anormal. Mais le chapitre sur le « Nouveau consensus européen » propose une lecture sur le terrain de l'organisation territoriale.

Etlà, c'est le drame ! La mobilisation idéologique du Medef convoque la nécessité de « se ranger dans les moyennes européennes » avec pour proposition « une réduction du nombre des collectivités de 20385 (essentiellement des communes) ». Le chiffre est précis. Sans doute calculé avec les plus beaux ordinateurs des Gafam, avec pour conséquence une baisse de 60% du nombre de communes. Et on sent monter l'incrédulité dans les rangs des adhérents de l'AMRF : « suis-je dans la liste des communes supprimées ? »

Le lecteur attentif retrouvera la rhétorique ambiante dans les administrations centrales et les cellules de réflexions parisiennes pour « réunir des collectivités territoriales et leurs responsabilités ». Avec pour résultat le fruit d'un travail mobilisant sans nul doute les outils de l'intelligence artificielle, pour retrouver les poncifs véhiculés et répétés par d'autres, comme

l'Institut Terram qui exigeait il y a quelques mois « *la fusion des régions et des départements, ou la création de 900 "bassins de vie" à la place de 46 000 structures locales* » ; sans qu'aucune démonstration de la pertinence du système n'ait été mise en débat.

Si ce débat nécessaire permet de lire toutes les opinions dans la limite du cadre légal, il est intéressant de voir que ces idées, souvent très anciennes, viennent dans le champ des collectivités, sans que leurs représentants n'aient été associés à ces réflexions. Imagine-t-on des « petits maires » penser pour les « grands patrons », et lors de leur Congrès proposer, par fusion autoritaire et souci d'économie d'échelle, de supprimer 60% des 3,82 millions d'entreprises et revenir à un chiffre plus raisonnable de 1,5 millions et au surplus « rationaliser » leur présence de manière homogène pour que chaque commune voit sur son territoire 4,32 entreprises (c'est précis aussi) embaucher les habitants du coin. Qu'en pense la Confédération des petites et moyennes entreprises ? On lance le débat... ! Rendez-vous à l'été 2026 à Port Marly. ●

— VU SUR LES RÉSEAUX —



Salomé Berlioux

Fondatrice - Directrice générale de Rura (ex Chemins d'avenirs).

À quelques mois des élections municipales, j'ai choisi de passer par l'intime pour aborder un sujet dont on parle peu, alors qu'il est si politique : la condition féminine rurale.

Elles s'appellent Louane, Mathilde, Ophélie, Léna, Garance et Sophie. Elles ont entre 14 et 50 ans. Elles viennent de l'Allier ou de ses alentours, de chez moi. Mais elles pourraient être de n'importe quel coin rural de France.

Il y a celles qui partent, celles qui restent, celles qui reviennent. Celles qui choisissent et celles à qui on ne laisse pas le choix. Leurs parcours, leurs empêchements et leurs rêves dessinent, avec douceur ou entraves, les ambivalences des liens que l'on entretient avec son territoire.

↗ Un livre publié aux Éditions de l'Aube dans la collection « Raconter les territoires ».



C'est le jour de septembre auquel aurait dû débuter, au Sénat, la discussion en séance publique de la deuxième lecture de la proposition de loi n°854 sur le Statut de l'élu (rebaptisée depuis, Proposition de loi visant à encourager, à faciliter et à sécuriser l'exercice du mandat d'élu local).

Après des mois, des années même, pour l'AMRF à réclamer un véritable statut de l'élu local, ce nouveau report lié à la démission du Gouvernement risque de fragiliser l'engagement municipal en 2026.

Engagés de longue date sur le sujet, les Maires ruraux avaient notamment publié en 2023 une contribution formulant 35 propositions concrètes sur ce sujet et proposé de nombreux amendements durant les étapes de l'examen de cette proposition de loi, débuté en janvier 2024...

Ils ou elles ont dit...

Si nous n'offrons pas à la ruralité une perspective et des conditions de vie décentes à ses habitants, notre pays sera en grande difficulté

La Ministre **Françoise Gatel** dans les cahiers de l'Anah de septembre

Je tiens à vous adresser un message de soutien et de volonté [et je m'engage] à faire aboutir, avant les élections municipales, la loi portant création d'un statut de l'élu local

Le Premier ministre **Sébastien Lecornu** dans son courrier aux maires de France du 17 septembre.

Dans de nombreuses régions rurales, le temps où l'on allait chercher le journal local n'est plus qu'un lointain souvenir. Cette situation a engendré de nombreux déserts d'information, où la désinformation prolifère. Cela est extrêmement dangereux pour notre démocratie

La Présidente de la Commission européenne, **Ursula von der Leyen**, lors de son discours sur l'état de l'Union le 10 septembre

24 % des Français se déclarent prêts à se présenter sur une liste aux élections municipales de 2026. Ce chiffre, bien que minoritaire, relativise l'idée d'un désintérêt généralisé pour la chose publique. Il souligne même l'existence d'un désir d'agir et d'un réservoir civique encore mobilisable

Le constitutionnaliste **Benjamin Morel** dans son rapport pour l'Institut Terram publié début septembre

En bref.

Inondation / Les ministères de la Transition écologique et de l'Intérieur lancent une nouvelle campagne de prévention des pluies et des inondations pour sensibiliser vos populations aux risques de crues et à rappeler les bons réflexes à adopter pour sauver des vies.

www.georisques.gouv.fr/

Géographie / L'IGN publie une nouvelle édition 2025 de son atlas « Cartographier l'anthropocène ». Vous découvrirez comment l'IGN et ses partenaires mobilisent leurs données et les nouvelles technologies pour cerner le risque d'inondation, éclairer la gestion des cours d'eau, repenser le rôle des solutions naturelles, ou encore gérer les conséquences des inondations.

www.ign.fr

Numérique / Vous êtes à la recherche d'une messagerie ou d'un espace de stockage sécurisé ? Découvrez la Suite territoriale de l'ANCT, plateforme permettant aux agents publics et élus des communes de moins de 3500 habitants d'accéder à un socle de services numériques essentiels, une identité numérique professionnelle, et un écosystème d'applicatifs mutualisés.

<https://suiteterritoriale. anct.gouv.fr>

Leader / L'ANPP-Territoires de projet publie un panorama des Groupes d'action locale. Rappelant que pour la programmation 2023-2027, la France compte 308 GAL, couvrant 82 % du territoire et 45 % de la population. www.anpp.fr

Culture / La fête du court-métrage revient du 25 au 31 mars 2026 pour sa 10^e édition partout en France. Comme chaque année, toutes les collectivités peuvent participer. Un large choix de films sera mis gratuitement à votre disposition pour explorer le meilleur du court pendant une semaine.

www.lafeteducourt.com

Santé / La Fondation pour l'Audition, reconnue d'utilité publique, propose aux collectivités des kits de prévention afin de faire connaître le plus largement les sujets de sensibilisation et de prévention à la santé auditive.

www.fondationpourlauditio n.org

MUNICIPALES 2026

RÉUSSIR VOTRE MANDAT AVEC « ON FAIT CAMPAGNE ! »

L'Association des Maires Ruraux de France, Bouge ton coQ!, Hameaux Légers et InSite s'associent pour créer une plateforme de solutions à destination des élus et des citoyens pour outiller les candidats et les futurs conseils municipaux. C'est une action inédite en vue des élections municipales de mars 2026 pour préparer au mieux le démarrage de l'action locale.

Se lancer dans l'aventure municipale ou être élu rural, c'est être motivé et plein d'énergie, mais aussi être confronté à l'urgence permanente, sans appui suffisant, avec peu de ressources. Comment trouver une information fiable au bon moment ? Comment identifier les bons partenaires pour lancer un projet ? Comment se former sur les sujets variés du mandat ? Ce constat n'est pas une fatalité ! Associations de terrain et représentants d'élus ruraux ont décidé d'unir leurs forces pour faire avancer le mouvement de la ruralité des solutions.

Présentée officiellement à l'occasion du Congrès de l'AMRF dans la Vienne fin septembre, "On fait campagne !" est une plateforme de ressources, d'informations et de solutions à destination des élus et des acteurs

ruraux. Elle propose de réunir, au même endroit, les informations et les solutions dont les élus ruraux ont besoin au cours de leur campagne électorale et dans l'exercice de leur mandat.

S'informer / Trouver des partenaires / Agir

Le site propose des fiches pratiques sur tous les sujets de votre campagne et de votre mandat : comprendre vos responsabilités, préparer vos décisions, gagner en confiance, recevoir des conseils d'élus expérimentés. Exemple : "Les étapes pour réussir une réunion publique participative". Vous y trouverez aussi un référencement des associations partenaires de vos projets : découvrez des acteurs prêts à intervenir dans votre commune avec des solutions concrètes. Exemple : "Une associa-

**« Élus ruraux,
vous écrivez l'avenir
de votre commune !**

**Avec "On fait
campagne !":
gagnez du temps,
trouvez des
solutions, et agissez
avec les citoyens. »**

tion qui accompagne les communes à développer un projet de mobilité solidaire".

Avec le collectif "On fait campagne !", vous gagnez du temps et trouvez des réponses claires, vous évitez l'isolement dans vos décisions, et vous accédez à des partenaires fiables pour vos projets. •

On fait campagne !

Rendez-vous sur :
↗ www.onfaitscampagne.fr



– Les fondateurs de “On fait campagne !” témoignent



“ L'AMRF est partenaire pour que les élus et les citoyens qui s'engagent dans leurs villages aient sous la main des solutions concrètes et vérifiées, portées par un collectif soucieux de faciliter et développer l'implication locale. ”

Nous nous appuyons aussi sur l'expérience des maires de notre réseau pour délivrer des conseils et des informations aux futurs élus mais aussi pour les engager dans nos combats communs aujourd'hui comme demain : la liberté municipale et le pouvoir d'agir localement. ”

**Yvan Lubranneski,
vice-président de l'AMRF**



“ Je me réjouis de la participation d'inSite au collectif "On fait campagne !" qui résonne profondément avec notre ADN, à la fois dans sa forme coopérative, en plaçant le faire ensemble au cœur d'une ambition partagée, et dans son objet, au service des initiatives locales et des personnes engagées en ruralité dont nos territoires regorgent. ”

J'y vois également une véritable opportunité d'outiller les élus et les citoyens, inspirer, renforcer les échanges entre pairs, et ainsi casser l'atomisation de celles et ceux qui font vivre les plus petites alvéoles pulmonaires de notre République : nos mairies. ”

**Thibault Renaudin,
Président d'inSite,
Maire de Termes d'Armagnac (32)**



“ Notre association éprouve la dynamique de gouvernance collective et la force de l'intelligence collective au quotidien en accompagnant les porteurs de projets d'habitat participatif. Rejoindre un projet commun de mise en lumière des solutions activables en ruralité au sein du collectif "On fait campagne !", c'est incarner concrètement une ruralité solidaire et engagée. Les élus que nous accompagnons ont à cœur de porter des projets innovants pour dynamiser leur territoire et la démarche "On fait campagne !", à l'approche des prochaines élections municipales, est une ressource clef facilitante, pour qu'en-semble, élus, associations et citoyens, nous portions ce mouvement d'une ruralité dynamique et résiliente. ”

**Eric Ferrachat,
Président de l'association Hameaux Légers**



Le futur s'écrit au village

“ Nous savons le quotidien des élus. Nous connaissons les nombreuses contraintes qui pèsent sur les porteurs d'actions ou de solutions. Depuis plusieurs années, nous essayons des solutions collectives dans toutes nos campagnes. Nous y mesurons la force et l'efficacité qui se dégagent de projets concrets menés ensemble, main dans la main, entre élus et citoyens. La coopération entre toutes les forces vives d'une commune change concrètement la donne. Nous savons ce que cela demande d'engagement déployé par les élus, d'énergie des porteurs de projet, de dévouement des citoyens, d'appui et de soutien des opérateurs. Et nous voulons continuer à soutenir, porter et même développer collectivement cette dynamique. ”

C'est pourquoi, avec l'AMRF, InSite et Hameaux Légers, nous avons initié un collectif destiné aux élus ruraux d'aujourd'hui et de demain, pour créer encore plus de synergies entre élus, opérateurs et citoyens, celles et ceux qui se bougent pour améliorer le quotidien dans les territoires ruraux. La commune est la cellule de base de la société française. En appuyant, en renforçant ou en fédérant les milliers de projets qui animent et transforment les milliers de communes rurales, les milliers de conseillers municipaux qui se démènent dans leur mission. Nous n'agissons pas seulement pour le monde rural, nous sommes au service de tout le pays. ”

**Benjamin Gratton,
Président de Bouge ton coQ!**

Vous êtes porteur d'une solution et souhaitez la rendre accessible et activable par les élus ruraux ?

En répondant à ce formulaire synthétique (lien via QR Code), vous vous positionnez pour intégrer cette plateforme de solutions.

Il ne s'agit pas de faire une présentation de votre structure, mais de décrire une solution spécifique au monde rural et mobilisable par une équipe municipale.

Avec "On fait Campagne !", rejoignez le carrefour de l'effervescence des acteurs qui veulent du bien à la ruralité !





Le **CNAS**

**est unique, ses adhérents
sont multiples.**

Petites ou grandes, toutes les structures territoriales, associations et comités d'œuvres sociales peuvent adhérer au CNAS, faisant ainsi bénéficier leurs personnels d'un large choix de prestations.

Et pour cause : le CNAS, c'est la force de la mutualisation !



JEUNESSES RURALES : L'AVENIR SE JOUE AUSSI DANS LES VILLAGES

À l'approche des municipales de 2026, les Maires ruraux profitent de leur Congrès national pour réitérer leur appel à la jeunesse. Derrière les réalités d'une jeunesse diverse et encore trop invisibilisée dans les politiques publiques, les Maires ruraux souhaitent donner aux jeunes la place qu'ils méritent dans les villages. Les pistes existent, et elles appellent l'engagement des élus.

En 2019 déjà, l'Association des maires ruraux de France publiait un appel à la jeunesse au ton vibrant, en invitant les jeunes à être : « *les nouveaux visages de nos villages !* ». Cet automne, l'AMRF renouvelle son appel, en faisant de la question de l'engagement des jeunes l'une des thématiques principales de son Congrès. Car cette invitation résonne aussi comme un défi : comment convaincre de jeunes femmes et de jeunes hommes à franchir le pas de l'engagement municipal ?

Une jeunesse encore invisibilisée et vue à travers des clichés

La question dépasse le seul enjeu électoral. Elle touche à la reconnaissance même de la jeunesse rurale. Trop souvent perçue à travers le prisme des départs – ces jeunes qui "s'en vont" pour étudier ou travailler ailleurs – elle souffre d'une invisibilisation persistante. « *Être jeune et rural, c'est souvent être vu comme un cas particulier, parfois comme une anomalie* », souligne la géographe Mélanie Gambino

(voir grand entretien). Or, la réalité est bien plus diverse et riche. Cette mise à l'écart symbolique se double de réalités concrètes : difficultés de mobilité, accès restreint aux services, orientation scolaire contrainte par l'offre de proximité, insertion professionnelle parfois précaire.

Pourtant, comme la ruralité, cette jeunesse n'est pas un bloc uniforme. Les récents travaux de Salomé Berlioux, auteure de l'ouvrage *Les Invisibles de la République*, rappellent sa diversité et ses aspirations. Beaucoup de jeunes ruraux décohabite plus tôt que leurs homologues urbains : la moitié a quitté le foyer parental avant 19 ans. D'autres revendiquent un fort attachement à leur territoire, avec le désir d'« *y vivre et y travailler* ». Les parcours sont multiples : apprentis, étudiants en mobilité, jeunes actifs revenus après un détour urbain, néo-ruraux investissant

**L'AMRF invite
les jeunes à « être
les nouveaux visages
de nos villages ! »**

de nouveaux espaces. Cette mosaïque, loin de l'image figée du "jeune qui s'en va", révèle un potentiel d'énergie et d'innovation.

Les jeunes femmes en particulier sont en première ligne. Le Conseil économique, social et environnemental (CESE) l'avait montré : dans les zones de revitalisation rurale, 61% des demandeurs d'emploi de moins de 25 ans sont des femmes. Plus précaires, plus contraintes dans leur mobilité, elles incarnent à la fois la vitalité des territoires et les inégalités persistantes. Invisibilisées doublement – en tant que jeunes et en tant que femmes – elles sont pourtant au premier rang du dynamisme associatif, entrepreneurial et citoyen.

Un angle mort des politiques publiques

Encore faut-il que ce potentiel soit reconnu et accompagné. Car la jeunesse rurale reste un angle mort des politiques publiques locales et nationales. Un constat récurrent, mis en lumière par le CESE dès 2017 : « *les politiques dites "de jeunesse" se réduisent bien souvent à la petite enfance ou à*

Chaque élu peut contribuer à lever les freins matériels qui pèsent sur l'autonomie des jeunes

l'animation périscolaire, laissant de côté les 16-29 ans ». Or, ces jeunes sont en demande d'insertion professionnelle, d'accès au logement, à la mobilité, à la santé, à la culture. Pour cela, les élus locaux disposent de leviers, à condition de se saisir de la question dans toute sa transversalité.

Concrètement, cela peut signifier pour les maires d'écouter, de co-construire, d'ouvrir des espaces de dialogue et de participation. Les conseils municipaux de jeunes sont d'ailleurs de moins en moins perçus comme des gadgets, mais comme des laboratoires d'engagement, tandis que le service civique ou les stages en collectivité sont

autant d'occasions de créer un lien entre jeunes et institutions locales. Et chaque élu peut, à son échelle, contribuer à lever les freins matériels qui pèsent sur l'autonomie des jeunes : soutien au passage du permis, développement de mobilités collectives, accès au logement et à la culture, accompagnement des projets associatifs, etc.

Miser sur l'avenir et l'engagement

Reste la question centrale de l'engagement électif. Comment convaincre de jeunes adultes de se porter candidats dans des exécutifs municipaux où ils seront parfois isolés ? La réponse passe par des mesures structurelles. L'AMRF l'a rappelé dans ses propositions sur le Statut de l'élu : indemnisation, formation, accompagnement doivent être repensés pour faciliter l'entrée des plus jeunes dans la vie publique. Mais elle passe aussi par un changement de culture politique : recon-

naître la jeunesse non pas comme une "relève" à former mais comme une génération d'acteurs déjà légitimes.

Les obstacles sont nombreux, de la précarité économique au sentiment d'abandon, du manque de reconnaissance à la fracture des mobilités. Mais les Maires ruraux se veulent optimistes : les villages fourmillent de jeunes bénévoles, entrepreneurs, militants associatifs qui démontrent chaque jour leur capacité à innover et à s'engager. C'est le sens de l'appel de l'AMRF que de leur tendre la main en leur offrant une place dans les instances locales, en misant sur leur apport. Au fond, la jeunesse n'est pas un problème, elle est une chance. « *Votre implication locale dans la commune peut se traduire concrètement* » invite l'AMRF. Car à l'heure où les campagnes doivent inventer leur avenir, il n'y a pas de meilleur investissement que de miser sur celles et ceux qui en seront les bâtisseurs – jeunes femmes et jeunes hommes, déjà acteurs de leurs territoires. ●

Les villages fourmillent de jeunes qui démontrent chaque jour leur capacité à innover

– Elles ont dit

En mars 2026, 250 000 femmes seront élues dans les conseils municipaux. L'AMRF invite les élues rurales à témoigner pour susciter un engagement des femmes dans les conseils municipaux.



Cécile Gallien
maire de Vorey-sur-Arzon
(1 400 hab. & 3 900 ha.)
en Haute-Loire (43)

“ Être maire, être élu municipal, c'est pouvoir trouver un médecin, faire fonctionner ses écoles, attirer des nouveaux habitants, installer des commerces..., vous pouvez faire plein de choses ! Donc, je vous engage, vous, mesdames, à y aller. Même si vous ne l'avez jamais été, **vous avez certainement plein de ressources et plein d'énergie, plein de talent en vous. N'hésitez pas, allez-y.** On a besoin de vous. Vous êtes dans les associations, vous êtes peut-être agricultrice, infirmière, maman. Vous avez beaucoup de choses à apporter à la commune. Présentez-vous ! ”



Martine Lejeune
maire de Malville (3 600 hab. & 3 100 ha.)
en Loire-Atlantique (44)

“ En 2026, il y aura désormais autant de femmes que d'hommes. C'est l'occasion pour vous de vous présenter ! Mon engagement est avant tout pour notre collectivité, pour chaque habitant, chaque famille, chaque entreprise, chaque commerce de notre commune. **Mon rôle de femme dans cette fonction n'est pas une particularité mais une force supplémentaire.** Il me donne une perspective, une sensibilité et une détermination à aborder les défis qui nous attendent : l'environnement, le développement économique, la solidarité, l'éducation, la sécurité, la justice sociale, l'égalité des chances. Un mandat est une aventure collective. Je ne suis pas seule. Je sais pouvoir compter sur l'énergie, l'intelligence et le dévouement de mon équipe municipale, des agents communaux, des associations et de tous les citoyens engagés. ”



**L'AMRF
s'engage**

Jeunes femmes maires : tenir sa place, ouvrir la voie

En 2020, seules 35 femmes de moins de 30 ans ont été élues maires en milieu rural. Pourtant, leurs trajectoires racontent une même détermination : celle de jeunes femmes qui bousculent les codes d'un mandat encore très masculin et vieillissant. Trois d'entre elles racontent dans l'enquête conduite par Achille Warnant pour le GIP EPAU la même volonté de s'ancrer dans leur territoire.

À Berviller-en-Moselle, village frontalier de 460 habitants, Laurine Gillot a endossé l'écharpe tricolore à 27 ans. « *L'ancien maire m'a poussée à prendre la suite* », explique-t-elle. Cheffe caissière et mère de deux jeunes enfants, elle consacre une vingtaine d'heures par semaine à la mairie, en plus de son emploi salarié. « *Je suis rentrée de la maternité le vendredi, et le lundi on était au budget* », raconte-t-elle. Dans les réunions intercommunales, elle est l'une des deux seules femmes parmi 37 maires. « *À moins de 30 ans, enceinte, femme... On te regarde bizarre* ». ●

À Jaujac, en Ardèche, Marion Houetz s'est engagée à 34 ans après un retour au pays, enrichi par des études en Californie. Elle revendique une autre manière de faire de la politique : « *collégiale, technicienne, féministe* ». Très vite, elle choisit de se positionner sur des dossiers où les femmes sont rarement attendues. « *Je voulais montrer qu'on n'est pas cantonnées au social ou à l'école* ». Mais les résistances existent : remarques sexistes, bulletins ratés, poids de la fonction sur la vie privée. Elle persiste, convaincue que sa génération peut incarner un renouvellement des pratiques locales.

À Villard-Notre-Dame, en Isère, Ophélie Brun a été élue à 28 ans à la tête d'une commune de 26 habitants, perchée à 1500 mètres d'altitude. « *Ici, tout est à inventer* », dit-elle avec pragmatisme. L'isolement géographique se double d'un isolement politique : elle gère presque seule des

CHIFFRES CLÉS

37,6 % des élus municipaux sont des femmes dans les communes de moins de 1000 habitants (non soumises à la parité en 2020)

17,5 % des maires sont des femmes dans l'ensemble des communes en 2020

33,3 % des premiers adjoints sont des femmes

43,7 % des élus actifs sont des femmes, contre 34,2 % chez les élus retraités

15 points | c'est l'écart entre les régions où la part des femmes élues est la plus importante (près de 50 % en Bretagne et Pays de la Loire) et celles où cette proportion est la plus faible (environ 35 % en Grand-Est et Bourgogne-Franche-Comté)

Source : Étude de la Caisse des dépôts publiée le 16 septembre 2025.

dossiers lourds, tout en maintenant son équilibre professionnel. « *On me teste parfois, mais ma légitimité vient de mon attachement au territoire* ». Pour elle, comme pour d'autres, la jeunesse n'est pas synonyme de départ : c'est un choix de rester, d'agir et de construire.

Ces parcours singuliers révèlent des obstacles communs : concilier mandat, vie familiale et emploi ; surmonter le sexismme ordinaire ; trouver sa place dans des cercles d'élus encore dominés par les hommes d'âge mûr. Mais ils disent aussi la force d'un engagement nourri par l'attachement au village et par l'expérience associative. Toutes trois insistent sur la nécessité de faire évoluer le statut de l'élu, d'obtenir un meilleur accompagnement, de faciliter la garde d'enfants ou l'accès à la formation. Elles tracent un chemin pour d'autres en prouvant que l'avenir démocratique des campagnes passe aussi par elles. ●

➤ Le rapport « *Celles qui ouvrent la voie : jeunes femmes et maires en ruralité* » est présenté en exclusivité lors du Congrès de l'AMRF dans la Vienne. Il accompagne l'exposition « *Journée en maire : le quotidien des jeunes femmes en ruralité* » (voir ci-dessous).

– Elle a dit



Ophélie Loubat, photographe, a réalisé l'exposition « Journée en maire » de la mission photographique du programme Caravane des Ruralités

“ J'ai découvert le monde des élus avec la Caravane des ruralités qui m'a permis de réaliser des portraits de territoire en Haute-Loire, dans la Drôme et dans les Vosges. **L'idée d'un travail photographique consacré aux femmes maires de moins de 30 ans m'a paru évidente, on sait peu de choses sur ces femmes engagées.** Cette démarche résonnait aussi avec mon travail personnel sur le quotidien de familles monoparentales. Passer des mères aux maires allait presque de soi.

Après que Laurine, Ophélie et Marion aient accepté, j'ai passé deux journées avec chacune d'entre elles. Elles m'ont partagé leur quotidien, leurs idées, leurs doutes et leurs victoires. **Ce qui m'a frappée, c'est leur énergie et leur détermination. Malgré des vies très chargées, elles assument pleinement ce cumul de rôles.**

Elles se retrouvent souvent face à des hommes rompus aux codes politiques. Peu à peu, elles trouvent leur place, avec la volonté sincère de faire au mieux pour le service de l'intérêt général. Exercer un mandat de maire en zone rurale peut être une fonction très solitaire et ardue. Je crois que si ces trois femmes ont accepté de témoigner, c'est aussi pour partager et transmettre leur expérience à d'autres élues. ”

Entretien



« Faire tomber la cape d'invisibilité des jeunes rurales »

Mélanie Gambino, géographe maîtresse de conférences à l'université de Toulouse Jean Jaurès, explore la diversité des jeunes rurales. Qui sont-elles ? Quels sont leurs parcours et leurs attentes ? Comment les politiques publiques peuvent-elles mieux les accueillir ?

Quels sont, selon vous, les déterminants géographiques et sociologiques des jeunes rurales ?

Mon entrée est spatiale. Dans le rural, on ne retrouve ni les mêmes classes d'âge, ni les mêmes proportions. Les 15-30 ans représentent environ 18% de la population, mais deux groupes dominent : les mineurs (moins de 18 ans) et les jeunes adultes (plus de 24 ans) qui s'installent, travaillent, et fondent une famille. À l'inverse, les 18-24 ans en formation sont moins présents. D'où un message double : oui, certains partent, mais d'autres arrivent dans des espaces ruraux, notamment portés par des économies touristiques ou résidentielles. Les jeunes sont partout, mais pas à tous les âges.

Autre constante : ils évoluent dans un monde vieillissant. Mineurs, ils ne votent pas ; jeunes adultes, ils sont démographiquement minoritaires et rarement la cible des politiques publiques. Leur poids peut être rééquilibré par la vie associative ou une présence dans les conseils municipaux, mais structurellement, leur voix pèse peu.

Enfin, beaucoup de jeunes rurales relèvent des catégories populaires. Cela nourrit un discours médiatique réducteur : ils ne « cochent » pas toutes les cases de la réussite académique ou professionnelle. S'ajoute le faible rendement des diplômes dans des territoires où l'économie locale (tourisme, production) n'offre pas de débouchés en rapport avec les niveaux de diplôme atteints.

Qu'est-ce que ce « faible rendement des diplômes » signifie concrètement ?

Les jeunes rurales ne forment pas un bloc, il est important de pluraliser les conditions de réussite. Prenons l'exemple des jeunes femmes : certaines décrochent un master (souvent en sciences humaines et sociales ou en droit), mais en revenant dans des territoires où l'économie est surtout touristique ou productive, elles ne peuvent pas valoriser leur niveau de diplôme. Cela nourrit l'idée, dans les milieux populaires, que « les études, ça ne paie pas ». Pour beaucoup, l'orientation va donc vers des formations courtes et techniques qui paient rapidement. Or, nos

critères de « réussite » restent centrés sur les filières académiques longues. C'est utile, mais cela peut occulter des aspirations solides vers le vivant, l'animal, le social, avec des BTS et des alternances qui constituent pourtant des voies d'excellence adaptées aux bassins d'emploi ruraux. C'est aussi là que se joue le « rendement » réel des diplômes.

Comment les parcours de vie des jeunes ont-ils évolué ?

J'avais l'habitude de parler de « partir / rester / revenir ». Aujourd'hui, j'ajoute « arriver ». Les jeunes circulent très tôt : internat au collège, lycée, études dans la grande ville locale, stages, apprentissage. Beaucoup ne reviennent pas chez eux, mais s'installent ailleurs, dans un rural qui correspond à leur représentation (œur de village, empreinte agricole, proximité du non-bâti). Ils veulent la mise à distance de certaines caractéristiques très urbaines, tout en gardant l'accès aux équipements quand nécessaire.

Arriver, cela signifie d'articuler plusieurs besoins : trouver un logement digne ; stabiliser un emploi (souvent pour deux au sein du couple) ; organiser ses loisirs et ses mobilités pour accéder aux services. Partir à 18 ans ne signifie pas qu'ils nourrissent toutes et tous une désaffection pour le rural. Beaucoup de jeunes reviennent ou arrivent ailleurs, en choisissant un type d'espace aligné avec leur projet de vie et d'emploi. Le rural est un lieu de vie, un ancrage (amical, familial), mais aussi un espace contraint par les services, l'accès à l'emploi et la considération. Mais ces représentations évoluent, et on observe qu'à l'inverse des jeunes de la fin du XX siècle qui réclamaient des services de proximité, beaucoup de jeunes post-Covid ont intégré une vision plus libérale : les services doivent être accessibles, mais pas forcément partout. Néanmoins, pour les jeunes populaires et celles et ceux qui peuvent être confrontés à « des galères », la mobilité devient une injonction à bouger.

Ges attentes sont aussi une question de justice spatiale en lien avec les politiques publiques, que vous invitez à cibler sur l'« accueil » plutôt que sur l'« attractivité »...

Oui, il s'agit de passer du marketing à l'hospitalité. Pendant longtemps, l'attractivité a été l'horizon indépassable des politiques publiques. Mais « accueillir », c'est autre chose :

« Les jeunes ruraux sont là, mais leur voix porte peu »

« Les BTS, l'alternance et les filières du vivant et du social constituent des voies d'excellence adaptées aux bassins d'emploi ruraux »

c'est identifier dans son territoire ce qui peut répondre aux aspirations d'habiter « à la campagne ». Penser accueil (et pas seulement attractivité) revient à garantir des conditions d'habiter : logement en bon état, offre éducative et culturelle, transports réellement accessibles, emploi non sous-rémunéré. Et surtout : accueillir, ce n'est pas seulement regarder ceux qui arrivent : c'est ne pas oublier ceux qui restent.

Sans ces prérequis, les espaces ruraux peinent à être identifiés comme des territoires d'ancrage pour les jeunes. À ce titre, le logement ressort comme un angle mort important des politiques publiques locales. Nos enquêtes qualitatives montrent des conditions indignes pour de nombreux jeunes adultes. L'action publique cible prioritairement les étudiants, mais être jeune à la campagne ce sont beaucoup de bac+3, des alternants, des filières pro... Pour des communes rurales, le logement communal peut redevenir un levier (y compris comme forme de logement social), dans un contexte où la sobriété foncière pousse à la réhabilitation et au traitement de la vacance.

Le rapport à la nature est souvent présenté comme un sujet clivant entre « anciens » et « néo-ruraux ». La jeunesse rurale est-elle révélatrice de ces tensions ou au contraire vectrice de conciliation ?

La recherche de proximité avec le vivant est largement partagée, mais les usages diffèrent. Certains choisissent la campagne pour un cadre de vie ou un projet agricole, d'autres y voient une ressource économique ou un support pour des loisirs (chasse, pêche). Ces usages divergents peuvent générer des tensions, mais aussi devenir des leviers de conciliation si l'on travaille la nature comme un commun (eau, haies, chemins, paysages), avec des règles et des lieux de dialogue.

C'est à l'échelon local, notamment communal, que se jouent ces conciliations. Pourtant, les diagnostics et documents d'urbanisme peinent à être pensés comme des espaces de participation citoyenne. Ils restent souvent trop mécaniques, déconnectés, alors qu'on observe que lorsqu'on prend le temps d'organiser des forums et des débats, cela permet de passer de la rencontre au projet.

Comment peut se concrétiser l'engagement local des jeunes et sous quelles conditions ?

L'engagement suppose de se sentir légitime et d'avoir du temps. Or les jeunes actifs ou étudiants en mobilité en manquent souvent, notamment quand ils vivent avec/à côté des retraités disponibles. Je ne dis pas qu'il s'agit d'un conflit de générations, mais d'attirer l'attention sur la nécessité d'adapter les dispositifs. Un maire peut par exemple se poser une question simple : « dans mon village, où les jeunes sont-ils écoutés et à qui les jeunes peuvent-ils parler ? ».

Cette invisibilité des jeunes croise souvent aussi des questions de genre. Les garçons sont souvent visibilisés par le « faire » (comité des fêtes, sport), tandis que les filles demeurent renvoyées au domestique. La parité à travers le scrutin de liste a envoyé un signal fort, mais elle peut être perçue comme une injonction à participer, alors que les temps de vie restent très contraints (emploi, maternité). Cependant, l'engagement communal et associatif est un levier d'émancipation pour les jeunes femmes et un puissant vecteur pour lutter contre les déterminismes sociaux et territoriaux.

Pour conclure : si vous deviez laisser trois messages aux maires ruraux ?

D'abord, je leur dirais de regarder où sont les jeunes. On les voit souvent comme invisibles, mais ce n'est pas vrai : les mineurs et les jeunes adultes sont bien là, dans tous les territoires. C'est seulement la tranche des 18-24 ans en formation qui est plus absente, mais ça ne veut pas dire que les autres ne comptent pas.

Ensuite, je pense qu'il faut vraiment passer de l'attractivité à l'accueil. Concrètement, cela veut dire offrir du logement digne, des sociabilités, un accès réel aux services – pas sous forme d'injonction à se déplacer tout le temps – et aussi reconnaître l'importance de la nature et du vivant au quotidien dans les aspirations des jeunes.

Enfin, le troisième message, c'est d'organiser la rencontre. La participation citoyenne, ça prend du temps, ça demande du dialogue, parfois des conciliations locales. Et surtout, il faut tenir compte des temps de vie des jeunes et des questions de genre : c'est comme ça qu'on élargira vraiment les formes d'engagement. •

« Nos enquêtes montrent que beaucoup de jeunes vivent dans des conditions indignes »

CHIFFRES CLÉS

18 % | On recense en 2024 en France 12 millions de jeunes entre 15 et 29 ans, soit 17,6 % de la population, contre 23,6 % en 1982 ; tandis que les projections à 2050 les situent autour de 15 %.

32 % | Parmi eux, 3,8 millions vivent en milieu rural et représentent 32 % de leur classe d'âge, soit quasiment le même ratio que les 33 % de ruraux. Dit autrement, il n'y a pas moins de jeunes à la campagne qu'en ville.

20 % | En revanche, leur part varie fortement au moment des études avec environ 20,5 % des 18-24 ans qui vivent en milieu rural. Autrement dit, les jeunes sont là, mais pas à tous les âges, certains jeunes partent, mais des jeunes adultes reviennent ou arrivent.



28 — EURE-ET-LOIR — HABITAT

Réaménagement d'un bâtiment commercial en logements pour les jeunes

Eric Segard — Béville-le-Comte (1 700 hab. / 2 000 ha.)

Le projet : Le maire a décidé de transformer les logements vacants au cœur du village pour répondre à la pénurie de petits logements. Parmi eux, un ancien commerce abandonné depuis quinze ans s'est distingué.

Le déroulement : Avec l'accord du conseil municipal, la commune a sollicité l'Établissement Public Foncier Local d'Île-de-France (EPFLI), qui a acheté le bien pour 110 000 euros et mis en place une convention de portage sur 15 ans. L'établissement a aussi assuré la maîtrise d'œuvre et le pilotage des travaux. Diagnostics en 2021, projet architectural validé en 2022, travaux lancés en 2023 : le bâtiment retrouve une seconde vie.

« *Il y a une vraie crise du logement dans le secteur. Les jeunes sont obligés de partir alors qu'il y a des biens sur place* », explique le maire. Sur les 760 logements de la commune, 75 seulement sont gérés par des offices HLM.

La majorité sont des T3, peu adaptés aux besoins actuels : 40% des demandes viennent de parents isolés ou de jeunes en quête de petites surfaces. La réhabilitation a donc prévu quatre logements : deux studios, un T2 au premier étage et un autre T2 plus spacieux sous les combles. Avec le soutien de l'EPF, la commune réceptionne actuellement les candidatures, majoritairement de jeunes du village. « *C'est une nouvelle pièce dans leur parcours résidentiel* », ajoute l'élu.

Le projet dépasse le logement. Le rez-de-chaussée a été réhabilité pour accueillir une esthéticienne locale, installée depuis un an dans ce commerce rénové, contribuant au dynamisme du bourg. Une grange voisine a aussi été démolie pour créer un parking semi-public. Aujourd'hui, commerçants et habitants saluent la métamorphose du lieu.

Le conseil du maire : « *Il ne faut pas vouloir aller trop vite. Quand on annonce une durée pour un projet, il faut souvent ajouter 30% de temps en plus.* » ●



MÉMO POUR L'ACTION MUNICIPALE ENVERS LES JEUNES

Habitat : cibler l'indignité et l'insalubrité en luttant contre la vacance via des opérations de réhabilitation et création de logement communal.

Services : penser l'accessibilité réelle (temps, coût, horaires), et pas seulement leur présence théorique.

Emploi : articuler BTS / alternance dans les filières du vivant et du social avec le tissu économique local.

Communs : faire de la nature un support de conciliation (eau, haies, chemins, paysages).

Participation : favoriser les diagnostics situés avec des formats adaptés aux temps de vie (avec une vigilance sur le genre).

Langage : parler de la campagne, du village, du coin, plutôt que de « ruralité », un terme que les jeunes n'utilisent guère.



44 — LOIRE-ATLANTIQUE — CULTURE

Quand l'engagement citoyen donne vie à la culture locale

Gwenaël Crahes — La Grigonnais (1 700 hab. / 2 100 ha.)

Le projet : Pour renforcer la démocratie locale, la commune a cherché à coordonner les nombreuses associations culturelles au sein d'une commission avec pour objectif d'organiser plusieurs concerts.

Le déroulement : Depuis 2022, La Grigonnais mise sur la participation citoyenne. Sous l'impulsion de son maire, élu en 2020, la commune a créé

des comités municipaux ouverts aux habitants, associations ou enfants.

« *Ces efforts d'inclusion passent aussi par des cérémonies d'accueil des nouveaux habitants ou un conseil municipal des enfants* », souligne Gwenaël Crahes. Alors qu'un premier comité avait permis une consultation de l'aire de jeux et la création d'un jardin en forêt, un comité municipal suivant a eu pour objectif de coordonner l'action des associations pour organiser un spectacle de fin d'année pour les enfants des écoles alentours.

En appui sur la volonté du maire de faciliter l'accès à la culture, l'idée d'accueillir les Ogres de Barback, groupe familial aux sonorités festives et reconnu pour ses albums jeunesse s'est imposée. Douze communes se sont jointes à l'aventure, et le comité a permis de fédérer associations, troupes locales et

bénévoles pour organiser cinq dates, dont deux réservées aux scolaires, sous un chapiteau de 640 places.

Le budget atteignait 80000€, mais sans aide ni du Département, ni de la Région ou de l'État, la commune et l'EPIC ont assumé la charge, comptant sur les ventes (3200 billets entre 19 et 32€) et sur la buvette pour équilibrer les comptes. « *Il fallait mouiller le maillot* », raconte le maire, qui n'a pas hésité à distribuer lui-même des tracts dans les communes voisines. Grâce à la mise en œuvre d'un comité municipal, la commune a piloté le projet en assurant une coordination fluide des nombreux acteurs.

Le conseil du maire : « *La clé, c'est de laisser aux associations la capacité d'agir. C'est comme ça qu'on fait vivre la démocratie communale.* » ●



© La Grigonnais

— OCTOBRE ROSE

L'AMRF et Simago unis pour le dépistage du cancer du sein

A l'occasion d'Octobre Rose 2025, l'Association des maires ruraux de France et le réseau d'imagerie médicale Simago renouvellent leur partenariat pour favoriser le dépistage du cancer du sein dans les territoires ruraux. L'opération, déployée dans sept départements (Ain, Aisne, Indre-et-Loire, Manche, Deux-Sèvres, Tarn et Territoire de Belfort), s'appuie sur l'implication des mairies et des centres Simago.

Avec plus de 61 000 nouveaux cas diagnostiqués en 2023, le cancer du sein reste le premier cancer féminin et la première cause de mortalité par cancer chez la femme. Pourtant, le dépistage organisé recule : en dix ans, la participation a chuté de 12%, un déficit particulièrement marqué dans les zones rurales, où distance, délais et manque d'information freinent l'accès aux examens.

Un enjeu de santé publique

« Dans nos communes, les femmes doivent avoir les mêmes chances face au cancer du sein que partout ailleurs », souligne Gilles Noël, vice-président de l'AMRF. Aussi, après une première année de partenariat réussie, la campagne 2025 poursuit l'objectif de faciliter concrètement la prise de rendez-vous, grâce à des créneaux réservés dans les centres Simago et à une information relayée directement par les mairies.

Autour du slogan : « *Le dépistage du cancer du sein, il est si simple d'en parler, il est si simple de prendre rendez-vous* », la campagne de dépistage prévoit entre septembre et décembre : une communication ciblée auprès des habitantes via les mairies rurales ; des créneaux de dépistage dédiés dans les centres Simago participants ; l'appui d'acteurs locaux (associations,



L'AMRF
s'engage



élus, professionnels de santé) pour faciliter le transport des patientes. Encore un exemple concret de la force de la proximité. •

— CAHIERS DE DOLÉANCES

Les Maires ruraux demandent la reprise des travaux

La décision de suspendre les travaux du comité chargé de la publication des cahiers de doléances suscite l'incompréhension. Annoncée au dernier moment, l'annulation de la réunion prévue le 11 septembre dernier a été officiellement justifiée par le statut de « gouvernement démissionnaire », qui ne traiterait que des affaires courantes. Pour les élus membres de ce groupe de travail, dont Fabrice Dalongeville et Yvan Lubranelski, au nom de l'AMRF, cet argument ne tient pas. Ils ont rappelé que la mission confiée au groupe relève justement de la gestion courante : il s'agit de préciser les conditions d'anonymisation des cahiers, leur financement et les modalités d'accès pour les citoyens. Autant de points techniques qui n'engagent pas de nouvelles décisions politiques, mais permettent d'honorer un engagement pris devant la Nation.

L'AMRF rappelle ici son rôle central dans la mise en place

de l'opération "Mairies ouvertes" en 2019, lorsque des milliers d'élus ruraux avaient permis la tenue et la collecte des cahiers de doléances. Sans cette mobilisation locale, l'expression citoyenne n'aurait pu voir le jour. « *Il serait regrettable que ce travail, attendu et légitime, soit aujourd'hui enterré* », estime Fabrice Dalongeville, soulignant la lenteur du calendrier et la nécessité de rendre accessibles ces milliers de contributions.

La crainte partagée est claire : que les reports successifs et l'absence de décision finissent par traduire une absence de considération pour ces cahiers. « *En suspendant encore, on envoie le signal que la parole des citoyens peut être oubliée* », regrette Yvan Lubranelski. Pour les Maires ruraux, il en va de la crédibilité de la promesse présidentielle de publication, doublée depuis par une résolution de l'Assemblée nationale, mais aussi de la reconnaissance du rôle qu'ils ont joué pour recueillir cette parole. •

« En suspendant encore, on envoie le signal que la parole des citoyens peut être oubliée »

— SOLIDARITÉ

Participez à l'enquête sur l'action sociale des collectivités

Caractériser la ruralité doit être une exigence si l'on veut y apporter des réponses adaptées. C'est pour cela que l'AMRF vous encourage à répondre à l'enquête sur l'action sociale des collectivités locales (ASCO) de la Drees, service statistique ministériel dans les domaines de la santé et des solidarités, lancée en septembre en partenariat avec l'AMRF. 10 ans après la précédente édition, cette enquête vise à dresser un état des lieux complet de l'action sociale des communes françaises.



Le paysage s'est transformé, les compétences des collectivités territoriales en matière d'aide sociale ont évolué, et de nouveaux besoins sociaux ont émergé durant cette dernière décennie. La crise sanitaire du Covid-19 a renforcé, voire accentué une précarité sociale et économique déjà existante, de même que l'inflation et la crise énergétique. Le public accompagné par les collectivités locales à travers l'action sociale de proximité s'est diversifié et a augmenté. Cette enquête permettra de documenter ces évolutions et d'éclairer les choix qui devront être faits en matière de service à la population. •

👉 <https://drees.solidarites-sante.gouv.fr>

En bref.

Premier ministre « Comptez sur moi pour agir à votre service ». C'est le message de Sébastien Lecornu, Premier ministre, adressé à tous les maires ce 18 septembre. **/Europe** Le 19^e Forum du futur sur le développement rural se tiendra à Berlin les 21 et 22 janvier 2026. **/Transitions** Le Sénat débat le 9 octobre de la ruralité et des transitions. Inscriptions sur le site du Sénat. **/Média** La seconde édition du Prix Médias et ruralité est programmée cet automne avec des récompenses aux journalistes traitant des enjeux de la ruralité. L'AMRF est partenaire du Prix porté par le Parlement rural français.

— CULTURE

Création des premières « Scènes culturelles de proximité »

C'était l'un des engagements du Plan Culture et ruralité dévoilé en juillet 2024 par la ministre de la Culture, Rachida Dati : six premières « Scènes culturelles de proximité » (sur les 50 prévues), dont le déploiement a été confié au réseau MJC de France, seront mises en place et soutenues dès l'automne 2025. Ce dispositif destiné à irriguer les territoires peu ou mal dotés en offre artistique, notamment en ruralité, va ainsi s'adresser dans un premier temps à : la MJC de Charlieu (42), Le Kiosque à Mayenne (53), la MJC La Boulit' à Lussac-les-Châteaux (86), la MJC Calonne à Sedan (08), la MJC de la Châtre (36) et la MJC André Malraux à Montbard (21). Cette labérisation doit leur permettre d'associer création, diffusion hors les murs et médiation avec les habitants, en misant sur les méthodes de l'éducation populaire.

Cette annonce reste très en deçà des ambitions initiales du plan Culture et ruralité

Cette démarche tente un rééquilibrage de l'accès à la culture dans les zones éloignées des grandes institutions. « C'est une véritable reconnaissance des pratiques de l'éducation populaire en matière artistique », se félicite Patrick Chenu, directeur général des MJC de France, qui y voit un levier pour « permettre aux acteurs associatifs et culturels d'envisager des projets de territoire sur un temps long ». Néanmoins, cette annonce reste très en deçà des ambitions initiales du plan Culture et ruralité qui évoquait une cinquantaine de scènes, dont une dizaine de scènes dès 2024. Car si cette première vague envoie un signal positif, les acteurs locaux attendent un déploiement plus ambitieux et pérenne de ce dispositif qui entend réduire réellement les inégalités culturelles entre villes et campagnes. •

— ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Quand les universités d'été se penchent sur l'accès à l'université des ruraux

Passé si souvent invitée par les partis politiques, l'Association des maires ruraux de France répond à leur invitation. C'est ainsi qu'Yvan Lubranneski a participé au campus des Socialistes à Blois à une table ronde sur la ruralité et le système universitaire. Rappelant l'enjeu de mieux identifier les sujets spécifiques au « post-bac » pour la jeunesse rurale, il a appelé à ce que le fil de l'aménagement du territoire soit repris. Si l'on ne demande pas une université dans chaque village

il faut créer les conditions de la vie étudiante et de la mobilité avec des aides financières pour nos jeunes qui s'enrichissent de leurs voyages et de leurs expériences. C'est aussi imaginer la ruralité de demain, les emplois de demain, les lieux de formation qui peuvent s'implanter en milieu rural et parfois se coordonner avec des entreprises, des industries et notamment les savoir-faire d'excellence. Le vice-président participait à une table ronde avec Carine Seiler (experte politiques



sociales), Wendy Lafay (élue à Clermont-Ferrand, insertion et numérique, vice-présidente UNML), et Mathias Bernard (président de l'Université Clermont Auvergne). •

— TEMPORELLES 2025

Deux journées pour penser les temps des ruralités

Les 14 et 15 octobre à Cluny en Saône-et-Loire, le réseau Tempo Territorial organise une nouvelle édition des Temporelles, en partenariat avec l'AMRF et l'AMR71. Pour la première fois, ces rencontres placeront la ruralité au cœur des débats, avec un focus sur l'accessibilité des services publics.

Objectif : offrir aux élus et acteurs locaux des outils concrets, issus de démarches déjà expérimentées, pour renforcer l'implantation de services dans les villages. Mobilité, santé, numérique, alimentation, engagement citoyen : autant de thèmes qui feront l'objet de retours d'expériences, tables rondes et témoignages, afin de mutualiser et partager les pratiques, et d'essaimer à moindre coût des solutions adaptées aux réalités rurales.

Le programme est riche : dispositifs de transport à la demande, covoiturage en milieu rural, schémas alternatifs de mobilité, tiers-lieux, médiation de proximité, innovations en matière de santé ou encore expérimentations autour de la sécurité sociale alimentaire. Des initiatives issues de communes adhérentes à l'AMRF illustreront la capacité des collectivités rurales à innover. •



👉 <https://tempoterritorial.fr>

/Innover Le Prix « Innover à la campagne » sera remis le 4 décembre à Paris en partenariat avec l'AMRF pour récompenser les entreprises de l'ESS en milieu rural. **/Ouvrage** C'est « *Au fil du village* » que votre collègue Fanny Lacroix, maire de Chatel-en-Trièves (38) nous raconte son histoire et sa vision de l'engagement local (Éditions Utopia). **/Communs** Autre colloque au Sénat le 17 octobre sur les biens de section communaux organisé par la Chaire Valcom, partenaire de l'AMRF. **/Pauvreté** Michel Fournier interviendra le 29 septembre pour la Journée nationale de Lutte contre la pauvreté en milieu rural.

REPÉRÉ POUR VOUS

Pas de Pau

François Bayrou, dans son projet de budget, plaide pour un "effort" de 2,2 milliards d'euros demandé aux collectivités territoriales en 2025, puis de 5,3 milliards en 2026.

L'ancien Premier ministre affirmant que l'on pouvait « faire mieux avec moins », citant en exemple la réorganisation des services de la ville de Pau.

Mais cet effort, le maire de Pau semble loin de se l'être imposé.

Entre 2016 et 2023, alors que la population paloise restait stable (77 251 habitants en 2016, 77 070 en 2025), le nombre d'agents municipaux est passé de 1 316 à 1 583, soit une progression de près de 20%, selon les chiffres issus de la Cour des comptes et des comptes administratifs de la collectivité... •

SUPER SUPÉRETTES CHERCHENT SUPER VILLAGES.



Vous êtes maire ou élu.e d'une commune rurale sans commerce alimentaire ?

Offrez à vos habitants une supérette ouverte 7/7, à prix supermarché, installée en toute simplicité.

Nous recherchons 150 mairies* partenaires pour une ouverture dès 2026.

Rendez-vous sur
api-masuperette.fr/espace-mairies
ou par téléphone : 07 86 78 29 76



*Pour être éligible, votre commune doit compter plus de 750 habitants, et se situer à plus de 5km de la première grande surface.



70 — HAUTE-SAÔNE — 56 — MORBIAN — CULTURE

Des résidences d'artistes avec le programme « Crédit en cours »

Patrick Goux — **Colombe-Lès-Vesoul (480 hab. / 800 ha.)**Bruno Lavarec — **Le Croisty (700 hab. / 1600 ha.)**

Le projet : Depuis 2016, près de 1000 projets portés par des artistes émergents ont été accompagnés dans le cadre du programme Crédit en cours des Ateliers Médicis, afin de co-construire un projet artistique avec les écoliers d'une commune rurale.

Le déroulement : En 2025, les communes du Croisty (56) et de Colombe-Lès-Vesoul (70), ont vibré au rythme du programme Crédit en cours. Porté par les Ateliers Médicis, le ministère de la Culture et en partenariat avec le ministère de l'Éducation nationale depuis 2016, ce dispositif offre la possibilité à de jeunes artistes émergents d'intervenir auprès des écoliers des communes rurales. Avec l'aide d'une allocation de résidence de 11 000 euros, une chance leur est donnée de co-créer un projet avec la classe de primaire de la commune d'accueil durant une vingtaine de séance. Chaque année, 111 projets sont portés par le programme.

Au Croisty (700 hab.), le projet de l'artiste Jeanne Yuna Rocher, intitulé « L'image, le ragot et la chanson », a permis de reconstruire la mémoire

collective locale à travers les cartes postales bretonnes. Le projet s'est terminé avec la réalisation d'une fresque illustrant l'histoire d'un ancien instituteur. Vivant à Marseille depuis 7 ans, l'artiste a pu renouer avec ses racines : « Les enfants m'ont aussi beaucoup appris sur la culture bretonne, même si je viens de là-bas ».

À Colombe-lès-Vesoul (400 hab.), la graphiste Laurie Lacorre a invité les élèves à explorer leurs émotions à travers les symboles. Une expérience qui a transformé l'artiste : « C'est un cadeau de travailler avec les enfants des milieux ruraux. J'étais dans un RPI, et l'école est un peu comme leur épicentre, leur lieu de socialisation. En tant qu'artiste ça m'a énormément touchée. Je suis arrivée avec mes grands sabots d'urbaine et j'ai réalisé qu'ils avaient des centres d'intérêts bien différents de ceux que j'avais imaginés, notamment dans leur rapport à la nature ». « Un travail remarquable a été fait par les enfants de la commune et l'artiste en résidence », a affirmé le maire, Patrick Goux, qui a soutenu le projet et assisté à sa représentation finale.



©Crédit en cours
Les élèves de Colombe-Lès-Vesoul ont travaillé sur la création de blasons individuels, comme ceux de la commune, puis à la création d'un jeu de cartes collectif.

Au-delà de la singularité artistique, Crédit en cours offre une véritable possibilité aux artistes de se confronter à des environnements différents et offre un accompagnement indispensable pour les équipes pédagogiques des écoles rurales. Cependant, beaucoup d'enseignants et d'élus ignorent l'existence de la plateforme ADAGE, qui centralise ces offres artistiques.

Le conseil du maire : « La mairie a toujours soutenu et cofinancé les projets culturels mis en place dans la commune, car j'estime qu'il est important de diversifier et mettre en avant la culture dans les zones rurales. » Patrick Goux ●

Un outil pour protéger et sensibiliser dès l'école primaire

L'AMRF met à disposition de ses adhérents une brochure inédite destinée aux écoles maternelles et primaires. Intitulé "Quand on te fait du mal", ce livret réalisé par l'association Mémoire Traumatique et Victimologie, avec un texte de deux psychiatres et illustré par Claude Ponti, propose aux plus jeunes des repères simples pour comprendre, nommer et partager les situations de violence.

Cette initiative s'inscrit dans le programme Élus Ruraux Relais de l'Égalité (ERRE), par lequel l'AMRF accompagne les communes rurales dans la lutte contre toutes les formes d'inégalités. L'objectif est double : offrir aux enseignants et aux élus un outil pédagogique fiable, et permettre aux enfants de disposer d'un langage adapté pour exprimer leurs émotions, reconnaître ce qui relève du respect ou du non-respect, et savoir à qui en parler.

Quand on te fait du mal

Informations sur les violences et leurs conséquences



Informations et contact à : erre@amrf.fr



15 — CANTAL — NUMÉRIQUE

Les maires ruraux écrivent l'avenir

L'Association des Maires ruraux de France, partenaire historique et fondateur, était présente avec de nombreux élus à Aurillac à l'occasion des 20 ans de Ruralitic, évènement national dédié aux



usages numériques en milieu rural. Représentés par Cyril Cotonat, président des Maires ruraux du Gers en charge du Numérique à l'AMRF, ils ont rappelé leur vision optimiste à faire des territoires ruraux l'avenir de l'aménagement du territoire national ; à l'image des témoignages d'Yves Simon (Meillard - 03) et de Michel Maya (Tramayes - 71).

*Innover à la campagne
c'est souvent un pléonasme*

Rappelant « *qu'innover à la campagne c'est souvent un pléonasme* », Cyril Cotonat a insisté sur les usages pour que la révolution technologique soit au service de l'Humain et de l'ensemble des citoyens, insistant sur le rôle primordial du maillage scolaire et des maisons France service en ruralité. Une alliance entre le premier kilomètre du contact humain avec les innovations, au service de l'intérêt général. En écho aux interventions de Bernard Delcros, sénateur du Cantal et président du Parlement rural français et de la ministre de la Ruralité Françoise Gatel, les débats ont été une bonne introduction au prochain congrès de l'AMRF fin septembre au Futuroscope sur le thème « le futur s'invente au village ». ●



04 — ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE — POMPIERS

Un appel à la reconnaissance des sapeurs-pompiers volontaires



Ils sont l'ossature de notre modèle de sécurité civile : les sapeurs-pompiers volontaires représentent près de 80% des effectifs, et sans eux, nombre de territoires – particulièrement ruraux – seraient laissés sans protection. Pourtant, leur engagement peine toujours à être reconnu à sa juste valeur.

Dans une tribune publiée le 10 septembre, des élus des Alpes-de-Haute-Provence, dont Jean-Louis Chabaud, président de l'Association des maires ruraux du département, alertent : « *les volontaires ne peuvent plus être la variable d'ajustement budgétaire d'un État qui se repose trop largement sur leur dévouement* ». Face à la baisse de l'offre de

soins et à la multiplication des crises liées au dérèglement climatique, leur rôle est vital : incendies, inondations, accidents, secours quotidiens. Les collectivités locales – communes, département, région – et leurs intercommunalités mobilisent déjà des moyens financiers importants pour soutenir leurs centres de secours. Mais, soulignent les signataires, cette charge ne peut pas reposer uniquement sur les épaules des territoires.

Une République protectrice ne peut exister sans ses volontaires

L'État doit répondre aux revendications : reconnaissance, stabilité et perspectives pour maintenir le volontariat.

L'enjeu dépasse la simple question budgétaire : il s'agit de garantir l'avenir d'un modèle de sécurité civile unique, basé sur la proximité, la solidarité et l'engagement. « *Défendre nos pompiers, c'est défendre la République au plus près des habitants* », rappellent les élus. À l'heure où le volontariat connaît des difficultés de recrutement et de fidélisation, l'appel des maires ruraux et de leurs partenaires résonne bien au-delà de la Provence : c'est celui de tous les territoires qui savent qu'une République protectrice ne peut exister sans ses volontaires. ●



29 — FINISTÈRE — LÉGION D'HONNEUR

Nadine Kersaudy, une voix qui montre la voie

Le 13 septembre, à l'occasion de l'Assemblée Générale de l'AMR29 à Plœven, Nadine Kersaudy, présidente des maires ruraux du Finistère et vice-présidente de l'AMRF, a reçu la Légion d'Honneur pour son engagement au service de la ruralité. Depuis 1995 elle est maire de Cléden-Cap-Cizun et s'est construit un parcours politique marqué par un engagement constant en faveur des communes rurales : « *sa forte implication dans les différentes commissions, syndicats, EPCI [...]* » lui a valu cette distinction, a rappelé Michel Fournier dans un hommage qu'il lui a décerné.

« Je ne voulais pas être maire »

Pourtant, c'est presque par hasard que Nadine s'est engagée en politique. Ses études en droit public l'ont désignée naturellement pour figurer sur une liste, jusqu'à ce qu'on lui dise : « *c'est toi qui va prendre le poste !* ». À 28 ans, elle devient maire de sa commune, et face à une opposition qui la jugeait trop jeune et

inexpérimentée, elle a dû s'imposer : « *Il me fallait faire ma place, on me l'a bien fait sentir* ». Aujourd'hui, elle incarne la force d'une génération de femmes qui ont dû affirmer leur légitimité et trouver leur place en politique. « *Femme et Maire sont certainement les deux mots qui la caractérisent le mieux* », a d'ailleurs souligné Michel Fournier dans son éloge.

Une élue sur tous les fronts

« *Ses combats portent autant sur la défense de l'environnement et des espaces naturels que sur la reconnaissance du rôle des femmes en politique locale* » assure le président de l'AMRF, sans oublier son combat pour soutenir la réforme électorale dans les communes de moins de 1000 habitants et la mise en œuvre de la parité, dont Nadine Kersaudy soutient que c'est un vecteur pour renforcer la démocratie de proximité. Elle s'est également investie activement dans la valorisation du patrimoine local, comme en témoigne le projet prometteur de restauration de la Maison-Phare du



Michel Fournier, président de l'AMRF, a remis la légion d'honneur à Nadine Kersaudy (pdte AMR29 et vp de l'AMRF) en présence de Louis Pautrel (pdte AMR35 et vp de l'AMRF). ©AMRF

Millier, porté par l'élue, qui prévoit de transformer l'ancienne habitation du gardien en un gîte patrimonial avec un espace d'accueil muséographique. •



49 — MAINE-ET-LOIRE — DOTATIONS

Stop à la DGF à deux vitesses

Dans le Maine-et-Loire, la question de la répartition de la Dotation globale de fonctionnement (DGF) suscite colère et frustration parmi de nombreux élus ruraux. Au point que l'AMR49, présidée par Gilles Talluau, ait été obligée d'alerter le préfet sur l'inégalité croissante entre les communes nouvelles qui bénéficient d'un soutien renforcé, quand les communes dites « historiques » voient leurs moyens se réduire. Une preuve de plus de l'entreprise menée par l'État pour réduire à marche forcée le nombre de communes.

Pour les Maires ruraux, le problème n'est pas d'opposer les modèles, mais de rappeler une exigence d'équité. « *Ni pour ni contre les communes nouvelles, bien au contraire* », explique Gilles Talluau, soulignant que derrière un débat binaire se joue un enjeu essentiel, celui de la démocratie de proximité. Et de rappeler que les communes restées indépendantes, loin d'être figées,

coopèrent et mutualisent déjà de nombreux services. Elles incarnent une gestion sobre et rigoureuse, portée par des élus souvent bénévoles, investis au quotidien. Les voir pénalisées alors qu'elles maintiennent vivante l'identité locale nourrit un sentiment d'injustice, difficile à expliquer aux habitants.

À travers cette démarche, l'AMR49 rappelle que la commune n'est pas qu'une structure administrative : c'est un lieu de vie, de mémoire et de solidarité. Pour Gilles Talluau, « *favoriser financièrement un modèle au détriment de l'autre, revient à fragiliser ce tissu de proximité qui fait la richesse du monde rural* ». •

Les communes restées indépendantes coopèrent et mutualisent de nombreux services

CONGRÈS DE L'AMRF

Ils soutiennent le Congrès dans la Vienne

L'association des maires ruraux de la Vienne, présidée par Cyril Cibert, accueille le Congrès national de l'AMRF. Élus locaux et parlementaires du département témoignent de leur soutien aux maires et à la ruralité.

Alain Rousset, *Président de la Région Nouvelle-Aquitaine*

“ Le débat public national décrit souvent les ruralités avec des mots péjoratifs : enclavement, périphérie, fracture, déprise... Nous devons aussi être fiers, car ce sont les territoires ruraux qui inventent les solutions innovantes de demain : accès à la santé, tiers-lieux, culture, formation, mobilités, chantiers d'insertion, modèles d'autoconsommation énergétique ou circuits-courts alimentaires. Ils offrent une alternative à la métropolisation et participent à un développement équilibré. Nous sommes convaincus que les solutions viennent des territoires et notamment des communes à échelle humaine. ”

« Les territoires ruraux inventent les solutions innovantes de demain »

« Faire entendre la voix de ces élus de proximité qui tiennent la République debout »

Alain Pichon, *Président du Département de la Vienne*

“ La ruralité irrigue notre territoire, notre économie et notre identité collective. Les élus de la Vienne sont profondément attachés au monde rural : nous en partageons les valeurs, nous en défendons les intérêts et nous nous engageons chaque jour aux côtés des maires. Ce Congrès est une formidable vitrine pour nos territoires, un moment pour faire entendre la voix de ces élus de proximité qui tiennent la République debout. À vos côtés, le Département défend cette ruralité vivante, attractive et résiliente, une ruralité conquérante qui parle d'avenir. ”

**Florence Jardin,
Présidente de Grand Poitiers
Communauté urbaine**

“ Nous savons toutes et tous à quel point l'engagement dans un mandat local est enthousiasmant et exigeant. Les rencontres entre maires sont des moments de respiration essentiels : partager son quotidien, s'inspirer, imaginer de nouvelles solidarités. Les 40 communes de Grand Poitiers comptent des communes rurales, et nous en sommes fiers. Nous veillons à ce que l'action communautaire soit un appui concret pour les élus et les habitants. C'est dans cet esprit de coopération et de proximité que je vous souhaite des travaux fructueux. ”

« Les rencontres entre maires sont des moments de respiration essentiels »

« Montrer nos réussites et la créativité de nos territoires »

**Michel Jarrassier,
Président de la Communauté de Communes Vienne & Gartempe**

“ Le Congrès des Maires ruraux est un moment important pour nos collectivités, un moment d'échanges et de partage. Accueillir le congrès dans la Vienne est l'occasion de montrer nos réussites et la créativité de nos territoires. Pour nous, c'est une opportunité de mettre en lumière le dynamisme de la Vienne et de ses communes rurales. ”

**Joël Dazas,
Président de la Communauté de Communes du Pays Loudunais**

“ Le monde rural est un vrai incubateur de projets innovants et ambitieux. Il réunit plus de 22 millions d'habitants, un dynamisme économique et social indéniable, une offre touristique variée et des identités locales fortes. Le Congrès des Maires ruraux est une nouvelle occasion de partager nos expériences et de montrer que la ruralité est une force pour le pays. Nous sommes fiers de notre ruralité, et nous le prouvons. ”

« Le monde rural est un vrai incubateur de projets innovants et ambitieux »

« Encourager le dialogue entre communes rurales et urbaines pour relever ensemble les défis communs »

Jean-Pierre Abelin, **Président de Grand-Châtellerault**

« Accueillir le Congrès constitue un signal fort : la reconnaissance du rôle essentiel que jouent les communes rurales dans la vie de notre pays. Ces maires assument leurs responsabilités avec constance et proximité. Leur connaissance du terrain et leur capacité à faire vivre le service public local doivent être pleinement écoutées. Dans un monde en transition, ce Congrès est une opportunité d'encourager le dialogue entre communes rurales et urbaines pour relever ensemble les défis communs. »

« Un nouveau combat s'impose : celui d'un véritable statut de l'élu local »

Bruno Belin,
Sénateur de la Vienne

« La ruralité représente 88% des communes et 33% de la population. Elle est un levier d'innovation et de transformation, mais elle doit être pleinement soutenue. Aujourd'hui, un nouveau combat s'impose : celui d'un véritable statut de l'élu local. Face à la crise de l'engagement et aux violences contre les élus, il est indispensable de reconnaître le rôle des maires, véritables relais de la République. Accueillir le Congrès national dans la Vienne est une nouvelle preuve que notre département agit concrètement pour ses territoires ruraux. »

« Redonner à l'élu local les moyens d'agir est une urgence démocratique »

Marie-Jeanne Bellamy,
Sénatrice de la Vienne

« Redonner à l'élu local les moyens d'agir est une urgence démocratique. Vous, maires de nos communes, êtes l'écoute, la proximité, la réactivité. Vous êtes aussi les premiers à affronter la complexité normative et les injonctions contradictoires de l'État. Il est urgent d'améliorer les conditions de votre mandat, de garantir vos droits et la considération que vous méritez. À l'heure où notre pays a besoin de cohésion, les maires sont des acteurs essentiels. Je resterai une voix vigilante et engagée à vos côtés. »

« Les maires ruraux sont en première ligne face aux effets du changement climatique »

Lisa Belluco,
Députée de la 1^{re} circonscription de la Vienne

« Le Congrès est une formidable occasion de travailler ensemble à relever les défis majeurs : la difficulté de s'engager, le manque de moyens financiers et humains, et les effondrements environnementaux. Les maires ruraux sont en première ligne face aux effets du changement climatique, aux tempêtes, inondations et canicules qui abîment nos campagnes. Je suis convaincue que c'est avec vous que nous pourrons construire la résilience de la France. Ce congrès permettra de nourrir le plaidoyer national en faveur de la ruralité. »

Sacha Houlié, **Député de la 2^e circonscription de la Vienne**

« Ce Congrès est une grande fierté, une reconnaissance de votre engagement, vous qui faites vivre la République au plus près de nos concitoyens. Tout au long de mes mandats, j'ai défendu le statut de l'élu local et soutenu le maintien des services publics de proximité. Ce rendez-vous est l'occasion de faire entendre la voix des territoires et de rappeler que rien n'est possible sans les maires. La démocratie locale mérite notre attention, notre soutien et notre respect. »

« Rappeler que rien n'est possible sans les maires »

Pascal Lecamp, **Député de la 3^e circonscription de la Vienne**

« Ma circonscription est une mosaïque de territoires, avec 111 communes et des élus profondément investis. La ruralité est au cœur de nombreux enjeux : logement, attractivité, accès aux soins, soutien au tissu économique local. Les maires ruraux sont polyvalents et engagés sans relâche, ils méritent un statut à la hauteur de leurs responsabilités. Les communes rurales sont le cœur battant de la France, et je continuerai à être mobilisé pour faire entendre leur voix. »

« Les maires ruraux sont polyvalents et engagés sans relâche, ils méritent un statut à la hauteur de leurs responsabilités »

Nicolas Turquois, **Député de la 4^e circonscription de la Vienne**

« Dans ce contexte mondial de crises, le rôle du maire et des communes est primordial. La commune, c'est l'échelon du concret, celui des équipements du quotidien et de l'efficacité budgétaire. Les maires font des miracles avec des moyens limités ! Nous devons redonner plus de décentralisation et de cohérence dans l'action publique, et renforcer la proximité. L'adhésion à la République est avant tout une aventure humaine. Vive les communes, vive les maires ! »

« La commune, c'est l'échelon du concret, celui des équipements du quotidien et de l'efficacité budgétaire »

Valorisez vos terrains inexploités & obtenez
un revenu additionnel pour votre collectivité !

Projet de centrale solaire
à partir de 1ha sur terrain dégradé !



Revenu
additionnel



Valorisation
terrains
dégradés



Transition
énergétique



Financement
participatif



Ancre
territorial

Générale du Solaire **achète ou loue pour une durée de 40 ans minimum, du foncier inexploité**, pour y installer une **centrale solaire** et produire de l'**électricité verte**.

Faites nous part de votre projet !



01 72 71 59 01

contact@gdsolaire.com

www.gdsolaire.com

Générale du Solaire,
partenaire depuis 2019